

# REVISITER LE CONTENU ET LE CONTEXTE DES POLITIQUES D'URBANISATION DANS UNE PERSPECTIVE DE GESTION DES CONFLITS À ADDIS-ABEBA, ÉTHIOPIE

Elias Gudissa Kebede

MARS 2023

Article / ©Nkafu Policy Institute



## Introduction

Addis-Abeba a connu une urbanisation galopante. Cependant, le processus d'urbanisation a rencontré beaucoup de résistances lors de son expansion. Cet article vise à évaluer les grandes politiques d'urbanisation du point de vue du « modèle de cycle politique » et les perspectives de gestion des conflits.

Comme l'affirme [Skok \(1995\)](#), le modèle du cycle politique est pertinent pour atteindre l'objectif d'un système. Les étapes de ce modèle impliquent, l'établissement de l'agenda, l'élaboration

des politiques, la prise de décision, la mise en œuvre et l'évaluation. Par contre, [Bridgman et Davis \(2003\)](#) soutiennent la thèse selon laquelle le « modèle de cycle politique » n'est pas pratique et se concentre davantage sur le processus que sur le contenu. Néanmoins, le modèle du cycle politique a une pertinence fondamentale dans sa conception et est adapté à la prise de décision dans sa capacité à saisir les avis de multiples acteurs.

Dans le « modèle de cycle politique » contemporain, les parties prenantes

consacrent beaucoup de temps au processus. Des preuves empiriques provenant d'autres pays indiquent que les séquences d'événements dans le processus politique s'écartent du modèle politique, mais que ses étapes peuvent se produire simultanément. Toutefois, le « modèle de cycle politique » se reflète-t-il dans le processus d'élaboration des politiques d'urbanisation en Éthiopie ?

En effet, l'expérience éthiopienne en matière d'urbanisme a évolué au fil du temps. Le pays a élaboré la [politique nationale de développement urbain](#) en 2005. Une étude montre que les approches de planification urbaine en Éthiopie sont passées d'une « approche de laissez-faire » à une approche élitiste centralisée. Par exemple, lors de la préparation du premier plan directeur (2002 à 2012), un temps considérable a été consacré au processus. Comme le déclare [Ezana \(2014\)](#), « 150 ateliers, expositions et réunions consultatives ont été organisés ». Néanmoins, il est nécessaire de revoir la méthode d'élaboration des politiques impliquant des experts et d'adopter l'expérience locale dans la préparation des plans urbains. Cependant, les politiques d'urbanisation semblent avoir un contenu insuffisant qui peut prévenir et gérer les conflits tout en s'étendant à la périphérie de la ville.

Cet article se concentre sur l'évaluation de deux politiques, la « Politique de location foncière urbaine » et le « Plan directeur de développement intégré d'Addis-Abeba ».

En utilisant la méthode d'analyse de contenu critique, le document met en évidence les études pertinentes et les rapports des médias pour évaluer ces politiques du point de vue du modèle de cycle politique et de la gestion des conflits.

## Contenus des politiques d'urbanisation et des conflits

Selon [Abay \(2005\)](#), les tendances à l'urbanisation à Addis-Abeba étaient « entravées par un goulot d'étranglement » qui est le système de gouvernement avant 1975 et pendant les régimes militaires. Cependant, divers documents d'orientation postérieurs à 1994 tels que la « politique d'économie de marché » et de nombreuses études contribuent à introduire la politique de bail foncier urbain. La [« Proclamation n° 80/1993 sur la détention de baux fonciers urbains »](#) dispose que le gouvernement possède des terres et que les principales raisons de l'adoption de la loi étaient la nécessité d'agrandir la ville et de s'adapter à la croissance rapide de la population. Cependant, la mise en œuvre de la loi a rencontré des difficultés ([Asfaw, 2018](#) & [Tefera, 2017](#)).

En 2012, une autre initiative politique a été introduite par le 10<sup>e</sup> [Plan directeur de la ville d'Addis-Abeba](#). L'examen du thème social et de la gouvernance ne décrivent que le plan pour les parties de logement et services sociaux. La section gouvernance indique le plan de la municipalité pour



les services, le développement de la ville, la bonne gouvernance et la structure urbaine. Cependant, les deux thèmes sont inconscients des mécanismes de gestion des conflits. En outre, la préparation de documents évoquée jusqu'alors a fait face à l'opposition de la société ( [Negaso , 2014](#) ; [Ezana , 2014](#) ).

Divers conflits sont survenus au cours des étapes de définition de l'agenda et de mise en œuvre des politiques mentionnées précédemment. En 2003, par exemple, la ville d'Addis-Abeba a eu un conflit d'intérêts avec l'État régional d'Oromia, mais le document de politique ne contenait aucune règle fournissant des orientations pour la résolution des conflits. Face à la requête des élites politiques, la décision de l'État de déplacer la capitale d'Addis-Abeba à Adama en 2003-2004 a entraîné un conflit.

Un autre conflit a également éclaté en 2014 suite à l'annonce du [directeur de la ville d'Addis-Abeba](#) . Cette

annonce a suscité des objections dans différentes universités éthiopiennes. Des manifestations ont été observées dans 23 villes ( [Negaso , 2014](#) ; [Endalk , 2015](#) ; [Felix Horn, 2015](#) ). Quelles sont les lacunes politiques et les recommandations ?

## Les lacunes des politiques des politiques d'urbanisation

Les institutions socioculturelles sont nécessaires pour maintenir l'ordre social. Parmi les différents groupes sociaux vivant à la périphérie de la ville, le groupe prédominant est Tulama Oromo ( [Biratu , 2010](#) ). La vision du monde de Tulama Oromo, le modèle de peuplement familial et la structure sociale agnatique ont la capacité de gérer les conflits. Par exemple, « *Lemmi* » est un terme utilisé pour les parents patrilinéaires qui vivent à proximité suffisante pour des réunions occasionnelles, y compris la

réconciliation des parties impliquées dans un meurtre ( [Knutsson, 1967](#) ). Selon [Leach \(1954\)](#), une telle approche, diachronique ou synchronique, n'est pas suffisante, surtout pour un territoire où une urbanisation dynamique est en cours. Ainsi, le processus d'urbanisation a-t-il réussi à favoriser l'intégration communautaire ?

En effet, le processus d'urbanisation dans la périphérie de la ville a entraîné la présence des groupes multiethniques. Selon [Genet \(2021\)](#), la communauté qui a déménagé du centre-ville vers les maisons en copropriété en remplacement n'est pas satisfaite en raison de la perte des voisins socio-culturellement intégrés. D'autre part, les agriculteurs ont un mécanisme d'intégration communautaire appelé *firra* qui englobe tous les parents, amis, voisins et parents rituels.

Néanmoins, la politique d'urbanisation a ignoré le plan d'intégration, notamment dans la gestion des conflits. [Kreutz et al. \(2017\)](#) exhortent également les décideurs politiques, les urbanistes et les architectes à aborder le bien-être de toute la société en appliquant une conception communautaire inclusive. De plus, ils sont censés répondre au désir de réconcilier les conflits de valeurs interculturels sur les propriétés et les usages environnementaux.

Selon [Coleman \(1990\)](#), à l'ère moderne, l'urbanisme produit un changement qualitatif dans l'organisation de la société. Ce changement fait passer d'une organisation sociale primordiale et spontanée à une organisation sociale construite. Souvent, les sociétés primordiales sont collectivement

responsables des actions de leurs membres, et elles agissent collectivement, comme dans la vendetta. Par ailleurs, ils sont également chargés de prévenir ou de concilier les conflits entre les membres ou entre les groupes. Ils ont de solides institutions traditionnelles de gestion des conflits avec des règles élaborées. Néanmoins, l'expansion des villes africaines a démontré la substitution de la structure sociale primordiale à l'organisation sociale spontanée. La méthode utopique est de la remplacer par l'organisation sociale construite, même si la croissance organique est incertaine.

De plus, [Ross \(1974\)](#) estime que les institutions socioculturelles dans les zones urbaines sont essentielles pour la prévention, la réconciliation et le contrôle social, surtout lorsqu'il y a un règlement ou une résolution rapide des différends à la satisfaction mutuelle de toutes les parties. En général, il est impossible d'éviter totalement les conflits, mais il est possible de gérer les conflits à travers le mécanisme de l'organisation sociale dans le but de renforcer et d'intégrer une communauté.

Une autre lacune de la politique est le fait d'ignorer les sources de conflit. Selon [Achamyeleh \(2020\)](#), l'urbanisation actuelle a de multiples acteurs. Néanmoins, les agriculteurs ont moins d'opportunités et sont incertains à l'idée de garder leurs terres et leurs emplois. En outre, les études de [Teshome](#), [Melaku et Sebsib](#) révèlent que les conflits à la périphérie de la ville émanent de la concurrence foncière pour l'agriculture, de la diminution des produits agricoles et de la concurrence pour obtenir

des terres à leur famille. Cependant, le document de politique ne définit pas la terre comme source de conflit.

La dernière lacune de la politique d'urbanisation est l'abandon du « modèle de cycle politique ». Par conséquent, les politiques d'urbanisation d'Addis-Abeba ont été perçues comme une motivation par des motifs politiques. De plus, [Salle et coll. \(2004\)](#) et [le rapport d'évaluation de la politique foncière éthiopienne](#) déclarent que les tâches et les responsabilités des décideurs lors de la préparation et de la mise en œuvre des politiques doivent inclure la réduction de la pauvreté, la réduction de l'insécurité des moyens de subsistance des agriculteurs et l'inclusion sociale.

Au début, on s'attend à ce que les décideurs politiques reconnaissent et négocient avec les diverses parties prenantes ; ils doivent apprécier les enjeux politiques, économiques et symboliques locaux lors du processus d'urbanisation. Les tâches et responsabilités sont également présumées lors de la mise en œuvre.

## Conclusion et recommandations

La tendance de l'urbanisme en Éthiopie a évolué ; cependant, lors de la mise en œuvre des politiques, de nombreux conflits ont éclaté à la périphérie d'Addis-Abeba. En outre, les politiques

d'urbanisation actuelles semblent négliger la gestion des conflits.

Par conséquent, ce document recommande des solutions pour trois problèmes majeurs :

1. L'urbanisation est la tâche permanente des différents acteurs. Ainsi, les parties prenantes doivent s'harmoniser avec divers experts pour aborder les questions de la gestion des conflits et de l'intégration sociale.
2. Tant que les gens vivent ensemble, les conflits sont inévitables. De plus, les causes des conflits peuvent être atténuées en incluant toutes les parties prenantes concernées. Par conséquent, le gouvernement devrait impliquer toutes les parties lors de la préparation, de la planification et de la mise en œuvre des politiques.
3. Addis-Abeba abrite des groupes multiethniques et divers groupes d'intérêts. Cependant, le « modèle de cycle politique » joue un rôle important dans la prise en compte des intérêts de ces groupes. Mais, des leçons doivent être tirées de la tendance à l'urbanisation d'Addis-Abeba.



**ELIAS GUDISSA KEBEDE**

Doctorant, Département d'anthropologie sociale, Université d'Addis-Abéba

Mise en page: [DOUANLA Stéphane](#)